

AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI
Index AI : EUR 70/79/99

DOCUMENT PUBLIC
Londres, 26 mai 1999

**RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DE YOUGOSLAVIE**
Kosovo
Homicides dans la région d'Izbica

Les représentants d'Amnesty International, en collaboration avec les membres de l'Association albanaise de défense des droits humains, ont eu des entretiens avec des dizaines de réfugiés originaires de la Drenica, région située dans la province du Kosovo. Ces témoins ont fui ou ont été chassés de villages situés à proximité d'Izbica et de Kladernica (Kllodernicë en albanais), dans la commune de Srbica (Skënderaj), ou s'étaient cachés dans les collines environnantes pour échapper aux forces de sécurité serbes. Leurs témoignages ont encore renforcé les craintes selon lesquelles de nombreux civils auraient été tués dans les villages de cette zone. Ces tueries ont eu plusieurs témoins, qu'il s'agisse de survivants qui ont pu en réchapper ou de personnes qui ont assisté aux événements. Beaucoup d'autres Albanais du Kosovo, qui ont participé à la recherche, à l'identification et à l'inhumation des victimes, ont relevé des éléments tendant à prouver que des exécutions avaient eu lieu.

Étant donné le grand nombre de cas rapportés et les nombreuses rumeurs concernant les homicides, il est difficile d'établir un tableau complet des événements qui ont eu lieu entre le 25 et le 28 mars 1999, alors que les forces serbes et yougoslaves contrôlaient la région. Cependant, des personnes qui ont été expulsées ou qui ont fui la région par des itinéraires variés ont apporté des confirmations sur certains points, ce qui accroît les inquiétudes d'Amnesty International. L'Organisation craint en effet que sur plus de cent personnes, tant civils que combattants, arrêtés à ce moment-là dans la région de la Drenica, un grand nombre n'aient été tués puis enterrés individuellement dans un terrain d'Izbica. Amnesty International pense que beaucoup d'autres victimes ont été enterrées dans des terrains plus petits situés dans de nombreux villages de la région.

À la mi-mars 1999, cette zone, située à l'est de Srbica, accueillait, outre sa population habituelle de quelques milliers de personnes, un grand nombre de personnes déplacées, des Kosovars en provenance d'autres villages du Kosovo. L'Ushtria Çlirimtare e Kosovës (UÇK, Armée de libération du Kosovo) exerçait alors son contrôle sur une grande partie de la région, à l'exception des grandes routes et de leurs abords immédiats. Les unités de l'UÇK parvenaient à se maintenir dans cette zone malgré l'activité incessante de l'armée serbe et de l'armée fédérale yougoslave.

Lors d'entretiens avec les représentants d'Amnesty International, des réfugiés et d'anciens soldats de l'UÇK ont expliqué que la région, qui porte encore les marques des combats qui ont eu lieu en 1998, avait essuyé une offensive lancée par les Serbes le 25 mars 1999. Les forces serbes et yougoslaves ont d'abord pris le contrôle de Banja (un village à majorité serbe situé dans cette zone) et ont fait ensuite mouvement vers Kladernica qui a été assiégée et prise le 27 mars. Le 28 mars, les forces serbes ont investi Izbica, village situé à quelques kilomètres à l'est de Kladernica, de l'autre côté d'une chaîne de collines, et s'en sont emparées.

Lorsqu'il est devenu évident qu'elle ne pouvait résister à l'offensive serbe, l'UÇK a abandonné les villages pour se retirer dans les collines environnantes. Certains civils sont restés sur place, chez eux, ou se sont regroupés dans les écoles de leurs villages, notamment Kladernica, Tusilje (Tushilë) et Turicevac (Turiçevc), tandis que d'autres se sont enfuis dans les villages voisins, essentiellement à Tusilje, qui était encore sous le contrôle de l'UÇK. D'autres encore ont fui vers les collines pour tenter de s'y cacher.

Kladernica

Un groupe de civils qui s'était enfui dans les montagnes proches de Kladernica comportait plusieurs membres d'une même famille de ce village, la famille Osmani. Le 27 mars, aux alentours de 13 h 30, des Serbes en tenue de camouflage et portant des foulards noirs sont arrivés. La famille a reçu l'ordre de se mettre en rang, les mains derrière la tête. Selon les déclarations de certains membres de la famille aux représentants d'Amnesty International, quatre hommes ont été séparés du groupe. Parmi eux, Nazmi Osmani, professeur de musique à l'école primaire, dont la femme, Zylfije Osmani, était enceinte ; le couple avait déjà un petit garçon âgé de deux ans. Une de ses parentes a supplié qu'il soit épargné et a remis plus de 400 marks à un soldat pour qu'il soit relâché. Mais un autre soldat serbe qui surveillait le groupe a donné l'ordre de séparer à nouveau Nazmi Osmani du groupe. Nazmi Osmani, Rexhep Osmani, Xhevdet Osmani, et Ahmet Osmani ont été exécutés en présence de leur famille, y compris les enfants.

Plus tard le même jour, un autre groupe de personnes déplacées qui se cachait dans le Vragodol, zone montagneuse située au-dessus de la localité, a été encerclé par les forces serbes. Les hommes ont été séparés des femmes et conduits vers la route menant de Izbica à Vocnjak (Vojnik); il semble qu'ils

aient alors été exécutés. Selon le récit fait par des membres de la famille Osmani aux délégués d'Amnesty International, ces faits se sont déroulés à proximité de l'endroit où ils ont eux-mêmes vu certains de leurs proches être exécutés. Il y aurait eu 24 victimes. Bien qu'ils n'aient pas été témoins oculaires des exécutions, ils ont déclaré avoir entendu des détonations après que les hommes eurent été éloignés du groupe. Un témoin interrogé séparément par les délégués d'Amnesty International a dit avoir vu de nombreux corps sur cette route (cf. ci-après, page 6).

Le même jour, tous les habitants de Kladernica ont reçu l'ordre de partir ; ils ont alors fui dans la montagne. Eminë Latifi, une femme d'environ 60 ans, a été tuée tandis qu'elle se dirigeait vers les hauteurs ; un témoin a déclaré à Amnesty International qu'elle avait été abattue sous ses yeux, à proximité d'un pont enjambant un cours d'eau. Quelques minutes plus tard, à une autre occasion, le même témoin a vu des soldats serbes tirer sur une femme de 27 ans appelée Miradije. Selon ce témoin, des soldats serbes ont mis en joue son frère âgé de 13 ans et Miradije a été abattue alors qu'elle cherchait à le protéger. Un autre homme a déclaré avoir trouvé une personne du nom de Miradije Mulaj, touchée à la jambe, gisant inconsciente à proximité d'un cours d'eau. D'après lui, elle a été transportée chez un parent où elle a pu recevoir des soins, mais comme son nom figurait sur la liste de victimes d'homicides commis à Kladernica diffusée le 6 avril par Kosovapress, une agence de presse liée à l'UÇK, il est possible qu'elle ait succombé à ses blessures.

Il se peut également que des civils soient morts à la suite de tirs de mortier sur les maisons situées dans cette zone. Ainsi, il semble que quatre personnes, dont deux enfants, appartenant à la famille Bekaj, sont morts dans leur maison après qu'elle eut été touchée par un obus.

Des témoins ont déclaré à Amnesty International que quelques personnes avaient survécu aux exécutions de Kladernica. Ces personnes sont restées au Kosovo ; soit elles sont dans la clandestinité, dans les rangs de l'UÇK, soit, lorsqu'elles ont été blessées, elles reçoivent des soins. Amnesty International connaît leurs noms mais ne les rend pas publics de manière à ne pas les mettre en danger.

Izbica

Le lendemain, c'est-à-dire le 28 mars, date de la fête musulmane du Bajram, les forces serbes sont entrées dans Izbica. La plupart des hommes en âge de porter les armes se sont levés avant l'aube et ont fui dans la montagne. Un groupe de femmes, d'enfants et d'hommes âgés ont quitté la ville et se sont rassemblés dans un champ ; ils arboraient un drap blanc pour indiquer qu'ils se rendaient. Selon Emona Behramaj, l'une des femmes du groupe, des soldats en tenue de camouflage et portant des foulards se sont approchés d'eux. Ils ont séparé les hommes des femmes ; parmi ces hommes se trouvaient des membres de la famille de son mari : Nuhe Behramaj, Demush Behramaj, Muhamet Behramaj, Ethem Tahiri, Muharrem Tahiri et Azem Tahiri, tous des hommes âgés selon Emona Behramaj. Une autre femme parvenue en Albanie indépendamment de ce groupe et qui n'était pas entrée en contact avec les autres réfugiés en provenance d'Izbica a confirmé ce récit lors d'un entretien avec Amnesty International, en mentionnant elle aussi le rassemblement dans le champ puis le tri entre les hommes d'une part, les femmes, les enfants et les vieillards d'autre part. Cette femme a déclaré avoir reconnu trois des hommes : Dibron Duraku, Fazli Bajra et Bajram Bajra. Ils ont été conduits dans la direction du village de Leocina (Leqinë). Un peu plus tard, elle a entendu des coups de feu dans cette direction.

Plusieurs personnes affirment avoir survécu aux exécutions d'Izbica. Ainsi, un homme interrogé par un représentant de l'Association albanaise de défense des droits humains a raconté qu'il faisait partie d'un groupe comptant, selon lui, environ 150 hommes, séparés des femmes à Izbica après que les forces serbes et yougoslaves furent entrées dans le village. Toujours selon ses dires, le groupe comportait des adolescents de 14 ou 15 ans. Les villageois ont pu « acheter » la libération de certains d'entre eux. Les femmes ont reçu l'ordre de partir avec les enfants et les personnes âgées tandis que les hommes ont été divisés en deux groupes et envoyés dans des directions différentes, chacun accompagné de 10 soldats. D'après son récit, les hommes ont été alignés sur deux rangs et ont reçu l'ordre de tourner le dos. Les soldats ont alors ouvert le feu sur le groupe avec des armes automatiques. Des corps se sont abattus sur lui et il a fait le mort jusqu'au moment où les soldats sont repartis.

À Izbica, les forces serbes ont incendié des maisons et des tracteurs. Certains réfugiés disent avoir entendu des rumeurs selon lesquelles des personnes âgées qui étaient sur les remorques des tracteurs avaient été brûlées vives. Un témoin a déclaré avoir aidé à enterrer des corps carbonisés au point d'être difficilement reconnaissables. Les femmes, les enfants et les vieillards d'Izbica ont été contraints de gagner à pied Turicevac et Tusilje. Aux alentours de 3 heures de l'après-midi, à proximité de

Turicevac, à environ cinq kilomètres au sud d'Izbica, une explosion au sein de la colonne a fait plusieurs morts, dont des enfants, ainsi que des blessés. Les réfugiés disent que leur colonne a subi des tirs de mortier, bien que selon eux, l'UÇK n'ait pas mené d'activité militaire dans cette zone à ce moment-là. Parmi les tués, figuraient deux membres de la famille d'Emona Behramaj: Edona Behramaj, huit ans, et Ardita Behramaj, 15 ans. La fille d'Emona, Merita Behramaj, 12 ans, a été blessée par un éclat d'obus ; trois semaines après les faits, elle a montré aux représentants d'Amnesty International la cicatrice sur son front. Dans le désordre qui a suivi, Emona Behramaj a été séparée de certains de ses enfants et de sa sœur qui portait le bébé d'Emona, Çlirim, un garçonnet âgé de deux mois. Au moment où Emona Behramaj a parlé aux représentants d'Amnesty International, fin avril, elle venait de retrouver la veuille deux de ses enfants. Elle était encore sans nouvelle de son dernier-né, Çlirim Behramaj, ainsi que de sa sœur.

Merita Behramaj, 12 ans, photographiée à Tirana après son arrivée en Albanie. Elle a été blessée au front par un éclat d'obus après que le convoi de réfugiés avec lequel elle se déplaçait eut subi des tirs de mortier.

Dans les autres villages

Dans d'autres villages, après avoir été séparées des hommes, les femmes ont été contraintes de marcher vers la frontière. Une fois à Prizren, on a dit à quelques-unes d'entre elles qu'elles devaient retourner chez elles. Terrorisées par le climat d'insécurité, beaucoup se sont regroupées à Kladernica ou dans les environs, dormant à la dure dans les montagnes ou dans l'école de la localité.

Quelques-uns des hommes qui avaient été raflés dans les autres villages ont été conduits au poste de police de Skënderaj. Ainsi, Haradin Abazi a été arrêté et contraint de marcher jusqu'au poste de police avec un groupe d'hommes qui comptait, selon lui, des centaines de personnes. Selon son récit, des hommes ont été frappés, tant durant leur déplacement que lors de leur détention au poste de police. Haradin Abazi a été relâché au bout de cinq heures et emmené en camion dans la ville voisine de Klina d'où il a pu finalement gagner l'Albanie. Hasan Hyseni a été conduit à Tusilje où il a été retenu pendant plusieurs jours ; lorsqu'il a été relâché, il est retourné à Kladernica où il a retrouvé sa famille avant d'aller se cacher dans la montagne.

Identification et inhumation des victimes

Les forces serbes se sont retirées de Kladernica et d'Izbica aux environs du 31 mars et les Kosovars ont pu alors à nouveau se déplacer librement dans cette région. Certains de ceux qui avaient été témoins d'homicides ou de « disparitions » ou qui avaient pu en réchapper ont parlé aux autres de l'existence de très nombreuses victimes. Pendant plusieurs jours, opérant seulement le soir ou la nuit, moments où ils se sentaient moins vulnérables à une attaque serbe, des civils de souche albanaise et des soldats de l'UÇK ont formé des patrouilles afin de chercher, identifier et enterrer les victimes de Kladernica, d'Izbica et des autres villages de cette région. Nombre des civils qui ont pris part à ces patrouilles ont ensuite été expulsés vers l'Albanie où ils ont parlé des homicides tant aux représentants d'Amnesty International qu'aux journalistes et aux autres réfugiés.

Izbica

Il semble que la majorité des victimes de la région d'Izbica et de Kladernica ait été enterrée dans un champ situé à Izbica. Ce champ appartient à un Albanais du Kosovo qui a accepté qu'il soit transformé en cimetière destiné aux victimes d'Izbica. Beaucoup de soldats et de civils qui se cachaient à Kladernica ont participé à l'identification et à l'enterrement des morts à Izbica. L'inhumation a été filmée en vidéo par Leri Loshi, un médecin de la localité, et la cassette a finalement pu être envoyée clandestinement en Albanie durant la semaine du 10 mai. Les scènes figurant sur cette enregistrement

concordent avec les descriptions faites aux représentants d'Amnesty International. Une photo aérienne des tombes d'Izbica, où selon l'UÇK sont enterrés les corps de 151 personnes, a été rendue publique par l'OTAN le 17 avril. On voit sur la photo trois rangées qui pourraient être constituées par des tombes individuelles, ce qui correspond aux indications données par les Kosovars qui ont participé à l'inhumation des corps.

Le 6 avril 1999, l'agence de presse Kosovapress a publié une liste de personnes tuées et enterrées à Izbica, Kladernica et dans d'autres villages de la région. Des Albanais du Kosovo ont déclaré que la majorité des morts inhumés à Izbica et à Kladernica ont fait l'objet d'exécutions sommaires. En ce qui concerne de nombreuses personnes dont le nom figure sur la liste, Amnesty International ne dispose pas d'informations indépendantes relatives à la cause de leur mort ou au moment où elles ont été vues pour la dernière fois en vie. Aussi l'Organisation ne peut-elle confirmer qu'elles ont toutes été victimes d'exécutions extrajudiciaires ou qu'il s'agissait exclusivement de civils tués délibérément et sans discrimination.

La liste des personnes enterrées à Izbica fournie par Kosovapress comporte aussi le nom de certains membres de l'UÇK, tels que Abet Beqiri, un commandant local de l'UÇK, Enver Bajrami et le docteur Zaim Beqiri, qui auraient été tués dans une embuscade plusieurs jours après les exécutions. Quelques femmes figurent également dans cette liste, alors que selon les déclarations des témoins, le tri effectué à Izbica n'aurait séparé du groupe que les hommes. Sur le terrain, les chercheurs de l'Organisation continuent à rassembler les témoignages de personnes qui ont des informations directes sur les événements qui ont eu lieu à Izbica, à Kladernica et dans les villages environnants.

Kladernica et les autres villages

D'autres corps ont été trouvés et enterrés ailleurs. Ainsi des inhumations ont eu lieu en secret, de nuit, sans cérémonie religieuse, dans les collines aux environs de Kladernica. Un homme interrogé par Amnesty International a déclaré avoir vu de nombreux cadavres qui gisaient sur la route entre Izbica et Vocnjak, sans, pour sa part, être à même de reconnaître les victimes ; selon lui, elles portaient des traces de blessures par balle dans le dos. Le jour suivant, il a participé à leur inhumation dans le village de Kastriot, dans ce cas également, sans cérémonie religieuse.

Des Kosovars interrogés par Amnesty International ont également déclaré avoir identifié et enterré un grand nombre de personnes tuées à Kladernica, Kastriot et Trnavce (Tërnovë) ; leurs noms ne figurent pas dans la liste diffusée par l'agence Kosovapress. Selon les informations reçues par Amnesty International, des homicides ont peut-être eu lieu dans les villages de Leocina, Vocnjak et Brocnja (Burojë). Cependant, les Albanais du Kosovo interrogés en avril par Amnesty International n'avaient pu accéder à ces villages, car ils étaient sous le contrôle des forces serbes avant que les témoins ne soient expulsés du Kosovo.

« Disparitions » dans l'école de Kladernica

Après une pause de deux semaines environ, les forces serbes ont repris leurs attaques le 12 avril. Beaucoup d'Albanais du Kosovo, après avoir été déplacés, étaient restés dans la Drenica et avaient cherché refuge dans l'école de Kladernica. Lorsque les forces serbes ou yougoslaves sont arrivées dans cette l'école, dans ce cas également les hommes ont été séparés des femmes, ces dernières recevant l'ordre de partir. De nombreuses personnes interrogées par Amnesty International ont donné les noms de certains de ces hommes. Quelques-unes ont pu donner les noms de plus de dix hommes manquants, appartenant à leur famille proche ou à leur famille élargie ; la plupart ont indiqué que des centaines d'hommes ont été appréhendés à ce moment-là. Le sort de ces hommes n'a pas pu être élucidé ; au moment où les représentants d'Amnesty International ont mené les entretiens, il semblait que certains avaient été libérés et se cachaient dans les montagnes, ou avaient rejoint les rangs de l'UÇK. Pratiquement tous ceux qui se sont réfugiés en Albanie ont déclaré qu'ils avaient subi des menaces, qu'ils avaient été dépouillés de leur argent et de leurs objets de valeur et que leurs papiers d'identité avaient été confisqués et détruits par la police. Des faits similaires ont été rapportés par la plupart des Kosovars réfugiés en Albanie.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre Federal Republic of Yugoslavia: Kosovo: Killings in the Izbica Area. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - juin 1999.

Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :